

LE NOUVEAU CODE PÉNAL À LA RESCousse DES MIS EN CAUSE

«Sonatrach I» bientôt devant la Cour suprême

La Cour suprême fera-t-elle bénéficier les personnes condamnées dans l'affaire Sonatrach 1 des conséquences qui découleront de l'application du nouveau code pénal dont l'entrée en vigueur a eu lieu en mars 2016 ? Selon des sources judiciaires, les avocats des cadres mis en cause dans cette affaire ont appuyé leurs mémoires en se référant à ladite disposition.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon des avocats, l'application de l'article 6 du nouveau code de procédure pénale avec effet rétroactif fera annuler de fait au niveau de la Chambre criminelle près la Cour suprême les chefs d'inculpation sur lesquels le tribunal criminel près la cour d'Alger a justifié et prononcé son verdict.

Selon nos sources, une dizaine de personnes sur les dix-sept poursuivies dans l'affaire Sonatrach 1 et condamnées à des peines allant de 6 ans de prison ferme à une année avec sursis se sont pourvues en cassation auprès de la Cour suprême. La même source a ajouté que même le procureur de la République a interjeté un appel en cassation, arguant «que les peines prononcées sont en deçà des faits reprochés aux mis en cause».

Ainsi, et conformément au code de procédure pénale, la Chambre criminelle en charge de traiter le dossier au niveau de la Cour suprême avait demandé aux avocats de la défense de remettre leur mémoire à même de justifier leur saisine de la Cour suprême.

Et c'est à ce niveau que la défense va user de sa stratégie judiciaire pour plaider la «nullité» des inculpations et «l'extinction des poursuites au niveau même de la Cour suprême». Ainsi, si cela venait à être confirmé, la structure judiciaire en charge de rejurer cette affaire prononcerait en séance tenante l'«acquiescement» des mis en cause.

La défense aura ainsi à bâtir sa stratégie sur les nouveaux textes portant code de procédure pénale. A ce titre, rappelons que l'une des nouveautés du code de procédure pénale reste incontestablement la question de la «dépénalisation de l'acte de gestion».

Pour rappel, lors de leurs

plaidoiries, les avocats de la défense avaient appuyé leur intervention en se référant à un argument de taille : «l'absence d'expertise» ; autrement dit, «l'inexistence d'un dépôt de plainte de la part de Sonatrach (organe social)», même si cette dernière, faut-il le noter, s'était constituée partie civile lors du procès.

Concernant cette disposition, à savoir «la dépénalisation du crime de gestion», il est indiqué que le parquet ne peut plus s'autosaisir des affaires de crime de gestion comme le vol, le détournement ou la détérioration de deniers publics ou privés des entreprises publiques et semi-publiques.

«L'article 6 bis du nouveau code de procédure pénale précise que seuls les organes sociaux (assemblées et conseils d'administration) ont le droit de la mise en mouvement de l'action publique après dépôt de plainte», explique-t-on.

C'est dans cette optique que les avocats des mis en cause dans l'affaire Sonatrach 1, notamment ceux assurant la défense des ex-cadres de la compagnie, ont plaidé l'innocence de leurs clients, estimant «qu'ils n'ont pas commis de faits délictueux».

«L'accusation et la partie civile ne doivent pas considérer tous les accusés comme coupables», avait soutenu le collectif d'avocats de Mohamed



Photos : DR

Une dizaine de personnes sont poursuivies dans l'affaire Sonatrach I.

Meziane, composé notamment de Miloud Brahimi et Tahar Amer Ouali, demandant d'innocenter leur client «accusé sans dépôt de plainte préalable».

A. B.

L'AFFAIRE OULTACHE À L'ÉTUDE AU NIVEAU DE LA COUR SUPRÊME

La défense invitée à remettre son mémoire

Du nouveau dans l'affaire de l'assassinat de l'ex-directeur général de la Sûreté nationale, feu Ali Tounsi. Selon des sources judiciaires, la Chambre criminelle au niveau de la Cour suprême, en charge d'étudier le pourvoi en cassation introduit par la défense du principal mis en cause dans cette affaire, aurait demandé à cette dernière de préparer son mémoire explicatif du pourvoi.

Les réformes engagées par le département de la justice pour l'étude des différents cas de cassation ou d'appel tant au niveau de la Cour suprême qu'au niveau des différentes structures judiciaires (tribunal, cour, Conseil d'Etat et Cour suprême) n'ont pas tardé à se concrétiser sur le terrain. Ainsi, selon nos sources, la Cour suprême aurait saisi il y a quelques jours les avocats du mis en cause dans cette affaire, en l'occurrence M. Chouaïb Oultache. Ce dernier, faut-il le rappeler, avait été condamné par le



La Cour suprême.

tribunal criminel près la cour d'Alger à la peine capitale.

En effet, c'était tard dans la soirée du lundi 17 mars dernier, que le tribunal criminel près la cour d'Alger avait rendu son verdict dans l'affaire de l'assassinat de l'ex-directeur général de la Sûreté nationale. Ainsi, le juge Belkharci a prononcé la peine capitale cinq heures après la même demande requise par le procureur général. Le verdict prononcé par le tribunal criminel près la cour d'Alger est intervenu à 20h 35 mn, soit après

trois heures de délibérations.

L'instance judiciaire en question avait prononcé la condamnation à mort à l'encontre de Chouaïb Oultache après avoir établi sa culpabilité pour «homicide volontaire avec préméditation contre Ali Tounsi, l'ex-directeur général de la Sûreté nationale, tentative d'homicide volontaire contre deux cadres de la direction et port d'arme sans autorisation».

accordant aux ayants droit (famille de feu Ali Tounsi) et à l'ancien chef de Sûreté de la wilaya d'Alger, un montant de 24 millions de dinars à titre de dommages et intérêts. Autrement dit, en vertu de ce jugement, un montant de 23 millions de dinars a été accordé à la famille de la victime Ali Tounsi et un million de dinars à Abdelmoumène Abd Rabou, ancien chef de Sûreté de la wilaya d'Alger. Il est à noter que le tribunal criminel a statué sur l'action civile dans cette affaire après avoir prononcé la peine capitale à l'encontre de Chouaïb Oultache pour homicide volontaire avec préméditation contre Ali Tounsi, l'ex-DGSN, tentative d'homicide volontaire contre deux cadres de la Direction et port d'arme sans autorisation.

Il est à noter également que la défense du mis en cause assurée par les avocats Tayeb Belarif et Amine Sidhoum a soulevé, lors de la plaidoirie, les «irrégularités qui ont caractérisé l'instruction de cette affaire».

La défense avait notamment évoqué la «problématique du rapport de l'autopsie», qui pourrait constituer un moyen d'acceptation du pourvoi en cassation.

Abder B.

LES CONDITIONS D'EXPLOITATION VIENNENT D'ÊTRE PUBLIÉES DANS LE JOURNAL OFFICIEL

Une banque de données pour préserver le corail

Ce crime écologique et économique devrait s'atténuer, voire prendre fin, puisque les conditions de mise en place du dispositif de traçabilité du corail brut et semi-fini ont été définies par un arrêté interministériel, publié dans le Journal officiel n°17 qui vient en application du décret exécutif de 2015, fixant les conditions de pêche de corail qui a été autorisée en 2015, après 15 ans, en raison de la surexploitation et le braconnage qui a failli faire disparaître cette richesse naturelle.

Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) - De la pêche à la commercialisation, passant par sa transformation, le corail algérien fera objet de traçabilité, sur la base d'un document d'une banque de données et d'un systè-

me de gestion et de traitement de l'information, comme indiqué dans le texte. Cette tâche confiée à l'Agence nationale pour la distribution et la transformation de l'or et des autres matériaux précieux attestera de l'obtention légale du

corail brut et semi-fini, identifiant essentiellement le corail, le concessionnaire, le périmètre d'exploitation, le navire corailleur, les plongeurs, les quantités pêchées, le transformateur, les quantités commercialisées et transformées.

La banque de données centralisera et mémoriserait l'ensemble des informations contenues dans le document de traçabilité, se référant aux quotas autorisés à pêcher, aux zones et à la périodicité, ainsi qu'au nombre d'exploitants admis pour chaque périmètre d'exploitation. Toute personne qui procédera à la pêche

au corail sans concession ou qui ne tient pas de registre de plongée, ou encore qui dépassera le quota annuel autorisé ou tentera l'exportation du corail à l'état brut ou semi-fini, encourt de lourdes peines de prison ferme, allant de 6 mois à 5 ans et d'une amende allant de 10 à 20 millions de dinars.

Il faut admettre que la rareté du corail a contraint bien des bijouteries à fermer boutique, allongeant ainsi la liste des chômeurs d'année en année et nourrissant les réseaux frontaliers, basés en Tunisie, en Italie et en France.

Cette autre richesse naturelle

de l'Algérie est estimée à près de 200 000 tonnes. Pour information, 48% du corail rouge mondial est produit en Algérie et se meurt à travers les ravages des pilliers qui bradent cette espèce de cnidaire à un prix variant, selon la qualité et la provenance, entre 800 et 15 000 euros le kilogramme.

Il faudrait souligner également que les braconniers qui arrachent les pièces en branches pour les exporter vers l'Italie, transitant par la Tunisie, sont arrêtés au nombre de 250 à 300 personnes par an, notamment à l'est du pays où le réseau est implanté.

M. A.-S.